

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

Activité de formation professionnelle & bilan de compétences

Article 1 – Objet et champ d’application

Les présentes Conditions Générales de Vente (CGV) s’appliquent à l’ensemble des actions de formation professionnelle proposées par l’Organisme de formation, qu’elles soient réalisées en présentiel, à distance ou en format hybride.

Toute inscription à une formation implique l’acceptation sans réserve des présentes CGV par le client (entreprise, financeur ou particulier) et/ou le stagiaire.

Article 2 – Cadre légal

Les actions de formation proposées s’inscrivent dans le cadre des dispositions des articles L.6313-1 et suivants du Code du travail relatifs à la formation professionnelle continue.

L’Organisme de formation est déclaré conformément à la réglementation en vigueur.

Article 3 – Nature des formations

Les formations proposées relèvent d’une obligation de moyens et non de résultats.

Les objectifs pédagogiques, contenus, modalités, durées et prérequis sont définis dans les programmes de formation transmis préalablement à l’inscription.

Article 4 – Modalités d’inscription

L’inscription à une formation devient définitive à réception : - du devis ou de la convention/contrat de formation signé, - et, le cas échéant, du premier règlement.

L’Organisme de formation se réserve le droit de refuser une inscription en cas de non-respect des prérequis ou de capacité d’accueil insuffisante.

Article 5 – Tarifs et modalités de paiement

Les tarifs des formations sont exprimés en euros nets (TVA non applicable selon l'article 261-4-4° du CGI).

Sauf dispositions particulières précisées dans la convention ou le contrat, les règlements s'effectuent selon les modalités suivantes : - acompte éventuel à l'inscription, - solde à l'issue de la formation ou selon l'échéancier convenu.

Tout retard de paiement pourra entraîner l'application de pénalités conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 – Annulation, report et abandon

6.1 Annulation par le client

Toute annulation doit être notifiée par écrit.

Sauf dispositions contractuelles spécifiques : - annulation plus de 15 jours avant le début : aucun frais, - annulation entre 15 et 7 jours : facturation partielle, - annulation à moins de 7 jours : facturation totale.

6.2 Annulation ou report par l'Organisme de formation

L'Organisme de formation se réserve le droit d'annuler ou reporter une formation en cas de force majeure, d'effectif insuffisant ou d'indisponibilité imprévue de l'intervenant.

Article 7 – Remplacement d'intervenant

L'Organisme de formation se réserve le droit de remplacer un intervenant par un autre disposant de compétences équivalentes, sans modification substantielle du contenu pédagogique.

Article 8 – Sous-traitance

L'Organisme de formation peut confier tout ou partie de l'exécution des actions de formation à des intervenants externes ou sous-traitants.

Ces derniers sont sélectionnés selon des critères de compétences, d'expérience et de conformité aux exigences du Référentiel National Qualité (Qualiopi).

L'Organisme de formation demeure responsable de la qualité globale de la prestation.

Article 9 – Accueil des personnes en situation de handicap

L'Organisme de formation s'inscrit dans une démarche d'accessibilité et d'adaptation des formations aux personnes en situation de handicap.

Toute situation particulière fait l'objet d'une analyse des besoins en amont afin d'étudier les adaptations pédagogiques et organisationnelles possibles.

Lorsque les besoins exprimés ne peuvent être couverts, une orientation vers des partenaires spécialisés est proposée.

Article 10 – Obligations du stagiaire

Le stagiaire s'engage à respecter le règlement intérieur de l'Organisme de formation, remis avant toute inscription définitive.

À ce titre, il s'engage notamment à : - respecter les règles de discipline et de comportement, - respecter les consignes d'hygiène et de sécurité, - ne pas introduire de boissons alcoolisées, - ne pas utiliser son téléphone à des fins étrangères à la formation, - ne pas modifier ou reproduire les supports pédagogiques.

Tout manquement pourra entraîner l'application de sanctions prévues au règlement intérieur, pouvant aller jusqu'à l'exclusion définitive de la formation, sans remboursement.

Article 11 – Propriété intellectuelle

L'ensemble des supports pédagogiques, contenus et documents remis restent la propriété exclusive de l'Organisme de formation.

Toute reproduction, diffusion ou exploitation sans autorisation écrite est interdite.

Article 12 – Confidentialité et données personnelles

Les informations échangées dans le cadre des formations sont confidentielles.

Les données personnelles sont traitées conformément à la réglementation RGPD. Le stagiaire dispose d'un droit d'accès, de rectification et de suppression.

Article 13 – Évaluation et qualité

À l'issue de chaque formation, des évaluations sont mises en œuvre afin de mesurer la satisfaction et l'atteinte des objectifs pédagogiques.

Les résultats alimentent la démarche d'amélioration continue de l'Organisme de formation.

Article 14 – Responsabilité

L'Organisme de formation ne pourra être tenu responsable des dommages indirects ou immatériels.

Sa responsabilité est limitée au montant de la prestation effectivement réglée.

Article 15 – Réclamations

Toute réclamation doit être formulée par écrit dans un délai raisonnable suivant la formation.

Une réponse sera apportée dans les meilleurs délais.

Article 16 – Litiges

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

À défaut, le litige relèvera de la compétence des tribunaux compétents.

Article 17 – Activité de bilan de compétences

Lorsque l'Organisme de formation propose des bilans de compétences, ceux-ci sont réalisés conformément aux articles L.6313-4 et R.6313-4 à R.6313-8 du Code du travail.

Les bilans de compétences font l'objet d'un contrat spécifique conclu avec le bénéficiaire, précisant notamment : - les objectifs du bilan, - les différentes phases (préliminaire, investigation, conclusion), - la durée et les modalités de réalisation, - les engagements de confidentialité.

Toute cessation anticipée du bilan de compétences est régie par les dispositions contractuelles spécifiques prévues dans le contrat de bilan.

Article 18 – Confidentialité spécifique au bilan de compétences

Les résultats du bilan de compétences sont strictement confidentiels.

Ils ne peuvent être communiqués à un tiers, y compris à l'employeur, qu'avec l'accord écrit du bénéficiaire.

Article 19 – Acceptation

Les présentes Conditions Générales de Vente sont réputées acceptées par toute inscription à une action de formation ou de bilan de compétences.